

Réformer

Juin 2001

Le moteur du changement

par Jean-Pierre SUEUR

Le réformisme fut, longtemps, à gauche, mal vu, mal perçu, mal vécu. Défendre une série de réformes qui, graduellement, amélioreraient la vie des salariés, c'était les détourner de l'objectif révolutionnaire, de la rupture en peu de jours qui changeraient vraiment les choses ; c'était proposer des changements illusoires qui seraient inéluctablement « récupérés », c'était, au total, duper ceux qu'on entendait défendre.

On sait aujourd'hui que les idéologies de la rupture à court terme se sont traduites soit par le contraire de ce qu'elles annonçaient, soit par des désastres qui ont marqué l'histoire du xx^e siècle. C'est plutôt de leur côté que se trouvent la mystification et la duperie. N'empêche : une vieille suspicion pèse toujours sur la voie réformiste.

Alors, il n'est pas inutile de s'expliquer.

Il y a réforme et réforme.

Certaines « réformes » sont de pâles adaptations du réel. Elles ne changent rien en profondeur. Et il arrive, en effet, qu'elles confortent, en l'amodiant à peine une organisation sociale lourde d'inégalités et d'exclusions, ankylosée par le poids des conservatismes et du « prêt à penser » libéral. Il est abusif de les qualifier de « réformes ».

D'autres réformes, en revanche, portent pleinement leur nom. On les reconnaît à ce qu'elles ne se limitent pas à substituer une règle, une norme, une situation à une autre, à passer d'un état A à un état B. Elles font bien davantage : elles induisent un processus qui, par le jeu de tous les acteurs concernés, va être riche de changements qui, eux mêmes, induiront d'autres changements et constitueront une nouvelle donne sociale.

Les lois sur les 35 heures s'inscrivent dans cette conception de la réforme. On voit qu'elles changent à la fois : le rapport au travail, l'organisation du travail, des services, des entreprises, le champ de la négociation, mais aussi la politique de l'emploi, mais encore la gestion par chacun de son temps, du rapport entre temps de travail, temps de loisir, temps de formation, sans compter les déplacements, l'utilisation des équipements de loisir, etc. Bref, de nombreux aspects de la vie sociale sont concernés.

Ce réformisme là est la voie moderne pour faire bouger les choses. Martine Aubry a souvent rappelé les conditions qu'il a fallu réunir pour que notre pays soit pionnier dans cette voie de la nouvelle organisation du temps : d'abord, une forte volonté politique ; en second lieu le recours à la loi et à la négociation, l'une et l'autre se confortant ; enfin la forte implication de tous les acteurs – car les « 35 heures » se sont traduites par des milliers de négociations, et cela fait longtemps qu'on n'avait autant négocié dans ce pays !

Conçue ainsi, la réforme est la seule manière de révolutionner vraiment le cours des choses.